

# Les Echos

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE



Bernard Charliès

LE DG DE DASSAULT SYSTÈMES :  
« LA FRANCE DOIT RETROUVER  
LE GOÛT DU RÊVE » L'ENTRETIEN DU LUNDI PAGE 17



LA POSTE ENQUÊTE  
SUR UN MALAISE  
SOCIAL PAGE 12

LUNDI 28 MARS 2011

## L'ESSENTIEL

**Large accord sur l'Unedic**  
L'accord patronat-syndicats prolonge pendant deux ans les règles d'indemnisation du chômage et ouvre la voie à une baisse des cotisations. PAGE 5

**Très sévère défaite électorale pour Merkel**  
Les Verts en position de nommer un premier ministre-président dans le Bade-Wurtemberg. Un choc historique pour Berlin. PAGE 7

**Inquiétude et confusion à Fukushima**



La situation reste extrêmement critique dans 4 des 6 réacteurs de la centrale nucléaire japonaise. PAGE 8

## ENTREPRISES & MARCHÉS

**Vaccins : GlaxoSmithKline détrône Sanofi-Aventis**  
Grâce à son vaccin contre la grippe A (H1N1), le britannique a capté l'an dernier 29 % du marché mondial. Mais le français n'a pas dit son dernier mot. PAGE 25

**Un dirigeant du Medef en cessation de paiement**  
Hugues-Arnaud Mayer, qui préside la commission innovation du Medef, cherche un repreneur pour sa société Abeil, fabriquant des couettes et des oreillers. Il ne peut plus éponger ses dettes en raison de la hausse du coton. PAGE 26

**BlackBerry accueille Android sur sa tablette**  
Le canadien RIM, pénalisé par l'envol de ses coûts de R&D, espère séduire développeurs d'applications et futurs clients de sa tablette en s'alliant à Google. PAGE 28 ET « CRIBLE » PAGE 44

**Les Bourses ignorent les mauvaises nouvelles**  
Malgré des nouvelles inquiétantes au Japon, au Moyen-Orient et en zone euro, les indices ont repris leur marche en avant, portés par l'afflux de liquidités vers les actions. PAGE 37

## La réforme de l'ISF bouscule le financement des PME

- L'avantage fiscal ISF PME sera à nouveau réduit
- Le dispositif Madelin pourrait être renforcé
- L'idée selon laquelle les PME manquent de fonds propres commence à être contestée

Bercy ne le cache pas, si le barème de l'ISF est allégé, il n'y aura pas forcément lieu de maintenir un avantage fiscal important en matière d'investissement dans les PME. Déjà ramené de 75 % à 50 % cette année, il devrait être encore réduit pour se rapprocher de l'avantage Madelin à 22 %. En cas de suppression de l'ISF, et donc de l'ISF PME, le dispositif Madelin pourrait être renforcé. Cela ne manquera pas de faire des mécontents parmi les ménages soumis à la deuxième tranche de l'ISF, très friands de l'ISF PME. Mais au-delà de cela, commence à se poser une question essentielle : le dispositif a-t-il réellement besoin d'être remplacé ? Bercy estime que oui car il « occupe un segment que les banques, et même Oséo, ne peuvent pas occuper ». Mais

l'idée selon laquelle les PME auraient besoin de fonds propres est aussi en partie contestée. La Banque de France l'a dit timidement en 2009. L'Observatoire du financement des entreprises devrait le dire plus clairement dans le rapport qu'il va remettre le mois prochain à la ministre de l'Économie, Christine Lagarde. Si leurs situations sont variées, « on ne peut pas dire que les PME françaises manquent de fonds propres », indique son président, Gérard Rameix, également médiateur du crédit, dans une interview aux « Echos ». La nécessité de favoriser le financement des entreprises n'est pas pour autant remise en cause. Mais l'enjeu se recentre sur l'optimisation des fonds publics. PAGE 6

## Les cantonales ouvrent une zone de turbulences pour Nicolas Sarkozy



**Elections.** Après la défaite de son camp, hier, à l'issue du second tour du scrutin cantonal, et un sondage Ipsos le donnant éliminé au premier tour de la présidentielle quel que soit le candidat socialiste, le chef de l'Etat va essayer de vite tourner la page et s'employer à trouver la stratégie pour rebondir. PAGES 2 À 4 ET L'ÉDITORIAL DE JEAN-FRANÇOIS PÉCRESSÉ PAGE 18

**ALIMENTAIRE** Sur fond de forte hausse du cours des matières premières

## La guerre des prix devrait repartir dans la distribution

En annonçant des hausses de prix pouvant aller jusqu'à 20 % sur des produits aussi communs que le pain ou le café, les distributeurs préparent l'opinion à un inévitable train d'augmentations. S'ils avouent, en filigrane, avoir

échoué à contenir certaines hausses lors des négociations avec les industriels, les grandes enseignes ne veulent pas pour autant être tenues pour responsables par le consommateur de la valse à venir des étiquettes. Elles s'apprêtent

donc à partir en croisade contre la vie chère, en multipliant, par exemple, les opérations de promotion ciblées. Au risque d'exacerber à nouveau la concurrence entre enseignes. PAGE 32

## Renault : le défi d'une image à reconstruire

IDÉES  
PAR  
DENIS  
FAINSILBER

Fragilisé par la vraie-fausse affaire d'espionnage, Renault se retrouve confronté à un terrible déficit d'image. Si, pour l'instant, ses déboires sur le terrain judiciaire n'ont pas porté atteinte à ses ventes, le constructeur automobile aurait besoin, au-delà du succès des Logan-Dacia, de modèles forts ou de nouveautés pour regagner une partie du terrain perdu. PAGE 18

## La nouvelle ambition de Canal+ suscite une levée de boucliers

L'initiative de Canal+ de lancer une chaîne gratuite met en émoi le paysage audiovisuel français. A l'instar des chaînes concurrentes comme TF1 et M6 qui en seraient les principales victimes, et dont les cours de Bourse ont chuté vendredi, le ministère de la Culture ne voit pas non plus d'un très bon œil l'offensive du groupe audiovisuel. Si rien n'est donc encore fait, cette opération illustre la volonté de Canal+ de trouver de nouveaux relais de croissance et de profiter du rebond du marché



publicitaire, alors que l'univers de la télévision est en pleine mutation avec l'essor du Net. PAGE 27 ET L'ÉDITORIAL DE DAVID BARROUX PAGE 18



**TISSOT**  
MONTRES SUISSES DEPUIS 1853  
INNOVATEURS PAR TRADITION

**TOUCH EXPERT™**  
TECHNOLOGIE TACTILE

15 fonctions tactiles dont un baromètre, un dénivelomètre et une boussole. 835€\*

IN TOUCH WITH YOUR TIME\*\*

Liste des points de vente disponible sur [www.tissot.ch](http://www.tissot.ch)

\*Prix public conseillé \*\*En phase avec son temps

BOUTIQUE TISSOT 76, Avenue des Champs Elysées, 75008 Paris

Les Echos

SUR



DOMINIQUE SEUX  
DANS « L'ÉDITO ÉCO »

À 7H20  
DU LUNDI AU VENDREDI

ISSN 0153-4831 — 102<sup>e</sup> ANNÉE  
NUMÉRO 20899 44 PAGES

M 00104 - 328 - F: 1,50 €



Allemagne: 2 €. Andorre: 2 €. Antilles-Guyane-Réunion: 2 €. Belgique: 1,80 €. Canada: 4 CAD. Espagne: 2,10 €. Grande-Bretagne: 1,60 €. Grèce: 2 €. Italie: 2,20 €. Luxembourg: 1,80 €. Maroc: 16 DH. Suisse: 3,20 CHF. Tunisie: 2,100 TNM. Zone CFA: 1.500 CFA.

LES  
RUBRIQUES

LE FAIT DU JOUR POLITIQUE  
LE MONDE EN CHIFFRES  
COURT TERME  
PIXELS  
LONGUE DURÉE

PAGE 2  
PAGE 7  
PAGE 21  
PAGE 27  
PAGE 44

## ROYAUME-UNI

Manifestations géantes  
contre l'austérité à Londres

Le gouvernement de David Cameron a connu, samedi, sa plus intense journée de protestations avec des dizaines de milliers de manifestants dans les rues de Londres.

Quatre jours après la présentation d'un budget 2011 - sans plan B - au très ambitieux objectif d'éliminer le déficit budgétaire structurel en cinq ans, le gouvernement de David Cameron a connu, samedi, sa plus intense journée de protestations avec entre 250.000 et 400.000 personnes dans les rues de Londres. Organisée par le Trades Union Congress (TUC, qui regroupe 58 syndicats et 6,5 millions de salariés) et soutenue par le leader travailliste Ed Miliband, cette manifestation est la plus importante outre-Manche depuis celle précédant l'intervention britannique en Irak, en 2003. Elle a été ponctuée de violences, des groupes anarchistes ayant vandalisé des magasins et des agences bancaires.

## Annonces douloureuses

L'exercice fiscal qui s'ouvrira début avril sera l'un des plus délicats de la législature du Parlement, les conservateurs et les libéraux-démocrates voulant arriver aux prochaines élections avec le gros de l'effort accompli. Les annonces douloureuses se multiplient depuis quelques semaines, au moment même où l'économie montre des signes de fragilité, avec notamment un plus haut depuis 1994 pour le nombre de demandeurs d'emploi (2,53 millions).

Selon l'influent Institute for

Fiscal Studies (IFS), les coupes budgétaires (les trois quarts de l'effort) et les relèvements d'impôts coûteront en moyenne 1.500 livres par ménage en 2014-2015, soit 4 % de leur revenu net. Les 10 % les plus riches devraient être proportionnellement les plus touchés, avec un impact de 7 % de leur revenu. Grâce à une réforme très complexe à mettre en place, les 10 % les plus pauvres seront les plus épargnés, avec moins de 2 % de leurs revenus, selon l'IFS. « Ces calculs ne prennent pas en compte les coupes dans les services publics, dont l'impact financier est difficile à chiffrer selon les catégories sociales », reconnaît James Browne, de l'IFS. On estime cependant que ces coupes (fermetures de piscines municipales, de librairies, de bureaux d'aide aux prisonniers, etc.) affecteront surtout les plus pauvres.

Si des efforts d'ajustement intenses seront demandés à ceux qui vivent de subsides de l'Etat (chômage, pension d'invalidité...), le « Financial Times » a calculé que les employés du secteur public gagnant entre 20.000 et 35.000 livres par an seront aussi de grands perdants. Alors même que des centaines de milliers d'emplois publics doivent être supprimés.

NICOLAS MADELAINE  
CORRESPONDANT À LONDRES

## JAPON

La situation n'est pas stabilisée dans quatre des six tranches de la centrale de Fukushima. Très critiqué, Tepco concentre ses efforts sur l'évacuation d'une eau très radioactive, qui s'est infiltrée dans les salles des machines de plusieurs des réacteurs.

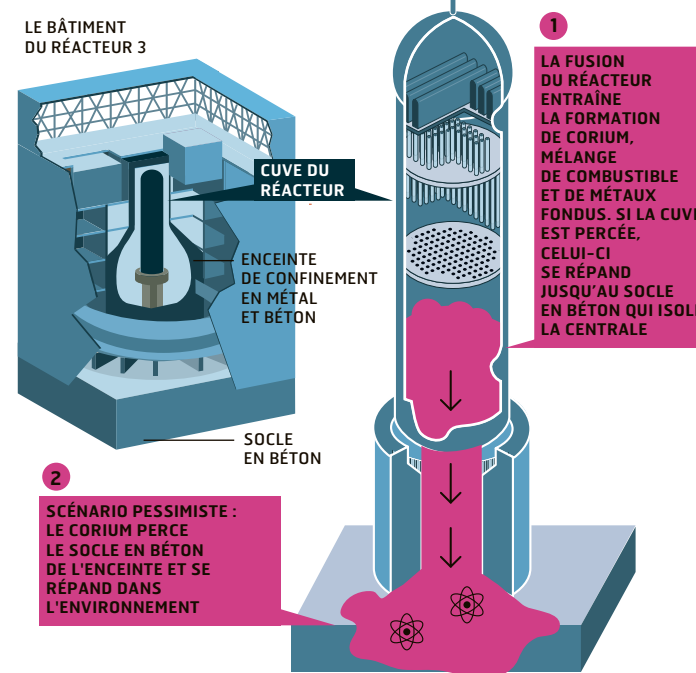
A Fukushima, le scénario  
du pire n'est plus exclu

Un incident troublant, hier, a relancé les inquiétudes de l'opinion publique japonaise sur la capacité de l'électricien Tepco à venir à bout de la crise dans sa centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi, après plus de deux semaines de lutte. Dans l'après-midi, les médias japonais ont annoncé l'évacuation précipitée des sauveteurs travaillant près du réacteur numéro 2. Une fuite d'eau affichant un taux de radioactivité 10 millions de fois supérieur à la normale venait d'être relevé. Mais, vers 21 h 30, Tepco a reconnu que les niveaux spectaculaires relevés étaient « erronés ». « Ce chiffre n'est pas crédible », a expliqué Takashi Kurita, le porte-parole, laissant entendre un problème de vérification des données. « Nous sommes vraiment désolés », a insisté le responsable soucieux de rassurer. La veille, Tepco avait reconnu sommairement que la cuve du réacteur numéro 3 pouvait être définitivement endommagée laissant envisager le pire scénario.

Sur les sites de réseaux sociaux, tels que le très populaire Mixi, les internautes se déchaînent contre l'électricien. Ils l'accusent de refuser la transparence et d'avoir mis en danger la vie de ses employés en sous-estimant la gravité de la situation sur le site. Quelque 300 manifestants réunis devant le siège de Tepco, à Tokyo, tenaient le même discours. La veille, Yukio Edano, le porte-parole du gouvernement, a même sermonné l'électricien. « Nous appelons Tepco à fournir plus rapidement ses informations au gouvernement », avait martelé le responsable.

Le gouvernement central pourrait remettre en cause son projet de baisse de l'impôt sur les sociétés et ses promesses de subventions aux familles.

## LES INQUIÉTUDES SUR LE RÉACTEUR NUMÉRO 3



« LES ECHOS » / SOURCE : IRSN

Malgré les polémiques, les experts, domestiques et étrangers, s'entendaient ce week-end pour s'inquiéter de la forte radioactivité de l'eau se trouvant à l'intérieur des 4 tranches les plus touchées de la centrale. L'origine de cette eau, qui a été trouvée en grande quantité dans les salles des machines des réacteurs 1, 2, 3 et 4, est toujours en cours d'analyse.

## Preuve directe

Mais, selon l'Institut français de radioprotection et de sûreté

nucléaire (IRSN), sa forte radioactivité serait déjà une « preuve directe » de la fusion du cœur d'un ou plusieurs réacteurs et témoignerait de la perte d'étanchéité de certaines des enceintes de confinement.

Reconnaissant la gravité de la situation, Tepco fait du pompage de cette eau une priorité car sa dangerosité handicape le travail de refroidissement des 500 techniciens qui œuvrent aux abords des 4 réacteurs les plus instables. Avant de se concentrer sur ces fuites dangereuses,

SARKOZY : FERMETURE  
DES CENTRALES  
À PROBLÈME

Que faire si l'un des 143 réacteurs nucléaires européens échouait aux tests de résistance qu'ils devront subir au second semestre ? Si la question n'est pas encore tranchée au niveau européen, Nicolas Sarkozy, vendredi à Bruxelles, a mis pour la France les choses au clair : « Si les tests n'étaient pas concluants, a-t-il prévenu, nous en tirerions immédiatement les conséquences. Et il n'y a qu'une seule conséquence possible, c'est la fermeture. »

l'exploitant avait réussi, dès samedi, à injecter de l'eau douce dans ces tranches et non plus de l'eau de mer, inadaptée, et qui risquait de dégrader l'intégrité des enceintes de confinement. « Nous avons d'une certaine façon empêché la situation d'empirer », résumait, hier soir, Yukio Edano. « Mais les perspectives ne s'améliorent pas de façon linéaire et nous nous attendons à des détours et rebondissements. »

Malgré cela, les autorités ont pointé, hier, la chute des taux de radioactivité dans la ville de Tokyo ramené dans le centre de la capitale à 0,115 microsievert par heure dans l'après-midi, contre 0,120 microsievert la veille. Avant la crise du 11 mars, le bruit de fond radioactif atteignait, en moyenne dans la cité, 0,035 microsievert par heure.

YANN ROUSSEAU  
CORRESPONDANT À TOKYO

## Face aux dépenses, Tokyo peine à boucler ses budgets

Malmené dans les sondages par une opinion publique japonaise qui estime désormais à 58 % que le gouvernement gère mal la crise nucléaire de Fukushima, l'équipe du

Premier ministre, Naoto Kan, a multiplié, tout au long du week-end, les interventions pour promettre plus de fermeté et assurer que l'Etat allait assumer l'essentiel du coût de la reconstruction sur la côte est, dévastée le 11 mars par un gigantesque tsunami.

Hier, Yukio Edano, le porte-parole du gouvernement, a ainsi expliqué que le pays ferait tout pour aider financièrement les municipalités les plus touchées par le désastre. « Presque toutes les dépenses proviendront des coffres de l'Etat », a confirmé Ryu Matsumoto, le ministre de l'Environnement, avant d'expliquer que le gouvernement envisage de revoir rapidement à la hausse les taux légaux d'aides aux collectivités locales, et notamment les niveaux de budgets programmés pour le déblaiement des montagnes de débris qui s'accumulent dans plusieurs villages du littoral. Interpellé par plusieurs municipalités, le gouvernement central a aussi indiqué qu'il paierait les factures de chambre et de repas des 35.000 réfugiés placés dans des hôtels réquisitionnés dans 9 préfectures jusqu'à l'organisation de logements temporaires.

## Un endettement colossal

S'il multiplie les promesses de dépenses, le gouvernement semble toujours peiner à boucler les comptes de ses prochains budgets. Déjà obligée d'emprunter massivement pour financer les 92.000 milliards de yens (803 milliards d'euros) de l'exercice fiscal débutant le 1<sup>er</sup> avril prochain - 48 % du volet revenus proviennent de la vente de nouvelles obligations -, l'équipe de Naoto Kan affirme qu'elle va prendre en compte le niveau colossal d'endettement du pays, qui équivaut à 2 fois le PIB nippon, dans l'élaboration des budgets supplémentaires dédiés à la seule reconstruction des régions dévastées. « Nous ne pouvons pas augmenter facilement l'émission d'obligations », a reconnu, en fin de

« Presque toutes les dépenses proviendront des coffres de l'Etat. »

RYU MATSUMOTO MINISTRE  
DE L'ENVIRONNEMENT

Après avoir laissé entendre, il y a quelques jours, qu'il allait renoncer à la hausse des aides financières promises aux familles ayant des enfants en bas âge, le gouvernement commence à évoquer une remise en cause de la baisse de l'impôt sur les sociétés qu'il avait adopté en décembre dernier. Au cours du prochain exercice fiscal, ce taux d'imposition, qui est actuellement de 40 % devait reculer de 5 %. Il aurait représenté un manque à gagner de 430 milliards de yens (3,8 milliards d'euros) pour les finances de l'Etat. « Dans les conditions actuelles, nous devons nous interroger pour savoir si la baisse de l'impôt sur les sociétés est quelque chose dont la société dans son ensemble a besoin », a suggéré Kaoru Yosano, le ministre de l'Économie. Ses services estiment que la reconstruction du pays pourrait coûter jusqu'à 25.000 milliards de yens (217 milliards d'euros).

Y. R. CORRESPONDANT À TOKYO

Pour découvrir notre engagement en faveur de  
la biodiversité, suivez-nous à la trace !

APP prend sa mission de préservation de l'environnement très au sérieux et soutient différents programmes de conservation : 106 000 hectares au sein du Senepis Tiger Sanctuary, 10 000 hectares dans la Taman Raja Nature Preserve, 172 000 hectares dédiés à la Biosphère

Reserve dans la région de Giam Siak Kecil, projet notamment reconnu par le programme de l'UNESCO sur l'Homme et la Biosphère, ainsi que le Kutai Orangutan Programme. Pour que notre entreprise prospère, nous savons que l'environnement dans lequel nous travaillons doit également prospérer.

APP  
CARES  
www.asiapulppaper.com

Pour en savoir plus, visitez notre site www.asiapulppaper.com ou contactez-nous par email à environment@app.co.id